

Table des matières

Introduction	1
PREMIÈRE PARTIE: L'optique du <i>Code criminel</i>: les impératifs catégoriques	5
1. La consécration des valeurs fondamentales	6
2. La sauvegarde de la vie et de la santé	6
3. La protection de ceux qui exercent une fonction touchant la vie humaine	9
DEUXIÈME PARTIE: Le cadre législatif	13
1. Le cadre du <i>Code criminel</i>	14
2. Le cadre des autres pays	16
TROISIÈME PARTIE: Le Traitement médical dans le contexte du droit pénal actuel	19
1. Les infractions contre la personne selon le <i>Code criminel</i>	19
A. Les voies de fait	20
B. Le manquement à l'obligation de fournir les choses nécessaires à l'existence	25
C. Le manquement à l'obligation imposée à ceux qui s'engagent à entreprendre un acte ou qui entreprennent des actes dangereux	26
D. Les lésions corporelles causées intentionnellement	32
E. La négligence criminelle	32
(i) L'obligation ou l'engagement d'accomplir un acte	33
(ii) L'omission ou l'acte négligent	34

(iii) L'insouciance déréglée ou téméraire à l'égard de la vie ou de la sécurité d'autrui	35
(iv) La mort ou les lésions corporelles causées par négligence criminelle	37
F. L'homicide	39
2. Les moyens de défense	42
A. La justification des opérations chirurgicales	43
B. La défense de nécessité	47
C. L'erreur sur le fait	51
D. Les ordres d'une autorité supérieure	53
3. Résumé	53
A. Les infractions	54
B. Les moyens de défense	56

QUATRIÈME PARTIE: Limites de la législation pénale actuelle	59
1. Le caractère criminel de l'administration du traitement médical	59
2. Le concept de traitement	63
3. Le consentement au traitement et le refus de traitement	71
A. Les limites du consentement	71
B. La validité du consentement	74
(i) Acte de volonté	74
(ii) Acte libre et éclairé	76
(iii) Acte fait par une personne capable	77
C. Le refus de traitement	81
D. Les exceptions à la règle du consentement	84
4. Les normes du traitement médical: l'intervention de personnes professionnellement qualifiées et de personnes non qualifiées	85
A. La norme acceptable chez le professionnel qualifié	86
B. Le cas d'urgence	87
C. La norme acceptable chez l'individu non professionnellement qualifié	89
5. L'élément moral	91
6. Le secours aux personnes en danger: l'obligation d'administrer un traitement et le cas d'urgence	93

A. Les mécanismes de protection traditionnels	94
B. L'évolution de la notion d'obligation en cas d'urgence	97
CINQUIÈME PARTIE: Solutions et réforme proposées	101
1. Résumé des recommandations	101
2. La mise en œuvre de la réforme: les modèles envisagés pour le Code	105
A. Le modèle du moyen de défense: les précisions souhaitables au Code actuel	106
B. Le modèle de l'infraction: la solution recommandée	106
3. Projet de formulation législative	108
NOTES	115